

ENTRETIEN AVEC JOSEPH THOUVENEL

Quel nouveau catholicisme social ?

Vice-président de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC), Joseph Thouvenel est à l'origine d'un Appel du 9 janvier, signé par une vingtaine d'intellectuels chrétiens de tous âges et de différentes sensibilités, pour « un nouveau catholicisme social ». Gérard Leclerc, Tugdual Derville, Patrice de Plunkett, Guillaume de Prémare, Gautier Bès, Denis Moreau, Patrice Obert, Marie-Joëlle Guillaume sont parmi les premiers signataires.

■ Lors de ses récentes rencontres avec les maires, le président de la République a évoqué quatre « fractures » : sociale, économique, territoriale et démocratique. Ce qui rejoint votre analyse. Le constat est donc partagé ?

Joseph Thouvenel : Presque, car Emmanuel Macron ne dit rien des fractures familiales et culturelles. Pourtant elles sont essentielles. Nous sommes un certain nombre à penser que la famille est le socle de la société, le lien premier, d'accueil, d'humanisation, le berceau de la vie et de l'amour. C'est là que l'enfant prend ses repères, forge sa morale, son caractère, apprend le don réciproque fait d'apprentissage de la responsabilité et de la solidarité.

La famille est tout simplement le centre de la vie sociale, l'élément d'équilibre entre dérives

individualistes et collectivistes. Depuis des années, elle est attaquée matériellement et dans son essence même : congé parental raboté, avec pour conséquence la chute de la natalité, dénigrement de la structure familiale, présentée comme passéiste alors qu'elle est naturelle. Je crains que le silence présidentiel soit révélateur d'un inquiétant désintérêt pour la famille.

■ La question sociale est-elle vraiment plus grave qu'au XIX^e siècle, ainsi que vous l'affirmez dans votre appel ?

Il y a déjà des similitudes. Voir la dénonciation par Albert de Mun, en 1884, de ces théories économiques « qui ont proposé l'accroissement indéfini de la richesse comme but suprême de l'ambition des hommes, et qui, ne tenant compte que de la valeur échangeable des choses, ont méconnu la nature du travail, en l'avalissant au rang d'une marchandise qui se vend et s'achète au plus bas prix ». Cette critique paraît singulièrement d'actualité. Si certains, à l'époque, pouvaient être aveuglés par le mythe du progrès scientifique gage de bonheur, il est évident aujourd'hui que les avancées de la science ne sont qu'un outil. Qui peut être utilisé à bon escient ou se révéler destructeur.

La technologie numérique et les biotechnologies, alliées à la perte de sens, peuvent basculer au service de la tyrannie. L'achat et la vente d'êtres humains sont banalisés : de riches égoïstes utilisent les progrès médicaux pour chosifier le corps des femmes pauvres. Quand l'esclavage est ainsi réhabilité, transformant l'autre en objet de consommation, imagine-t-on un instant que le

C'est tout simplement le retour à la barbarie primaire

propos recueillis par Aymeric POURBAIX

corps social n'en sera pas profondément affecté ? Quand la technologie est utilisée pour nier l'humanité de l'autre, c'est tout simplement le retour à la barbarie primaire, « l'électricité en plus » comme aurait dit Lénine.

■ Vous avancez le chiffre de 60 % de la population concernée par « la France périphérique ». La population française semble pourtant plus divisée que cela.

La France périphérique est d'abord une formule de Christophe Guilluy. Cette France qui s'affranchit de plus en plus, nous dit-il, du projet politique des classes dirigeantes. Lesquelles « n'ont toujours pas pris la mesure du gouffre idéologique et culturel qui les sépare désormais des classes les plus modestes ». Mesuré à cet aune, le chiffre de 60 % paraît loin d'être excessif. Bien sûr, la population, y compris celle ignorée par les grands centralisateurs parisiens, n'est pas une. Mais avec des différences d'intensités, il existe une grande méfiance envers la classe politique.

Qui ne s'inquiète pas pour l'avenir de ses enfants ? Les Gilets jaunes, ce ne sont pas les pauvres mais ceux qui s'appauvrissent. Ouvriers, paysans, commerçants, artisans, retraités, classe moyenne, et même classe moyenne supérieure, tous sont touchés par un sentiment de ne plus avoir prise sur l'avenir. Seule une minorité tire son épingle du jeu. Jamais, dans les entreprises de grande taille, le différentiel de rémunération n'a été aussi important entre la base et le sommet. Merveilleux moyen de faire exploser la collectivité de travail, ou du moins de développer le chacun pour soi mortel pour tous.



■ Vous parlez d'un « potentiel insurrectionnel ». La première réponse à apporter est-elle dans le rétablissement d'un ordre juste, réclamé de manière plus ou moins confuse par les Gilets jaunes ?

Ce potentiel insurrectionnel n'est pas l'apanage des Gilets jaunes, même s'il s'est renforcé avec ceux-ci. Sans se prononcer sur l'utilité ou non de l'extension de l'aéroport de Nantes, force est de constater que des propriétés privées ont alors été illégalement occupées, des routes réquisitionnées par une minorité agissante et souvent violente, la loi bravée, la démocratie bafouée en ne respectant pas le résultat du référendum local. L'insurrection des zadistes de Notre-Dame-des-Landes a été un succès : comment ne pas y voir une incitation à d'autres insurrections, puisque cela fonctionne ?

Face à une société au bord du chaos, la réponse est l'établissement de l'ordre juste. Pas la caricature que peuvent en donner certains politiques ou commentateurs, mais celui de saint Thomas d'Aquin, développé au sein de la doctrine sociale de l'Église : « L'ordre juste de la société et de l'État est le devoir essentiel du politique », affirmait Benoît XVI dans l'encyclique *Deus caritas est*. N'oublions pas que cet ordre a pour fondement l'amour et non pas l'augmentation du Produit intérieur brut. Il porte une vision globale de l'humanité, s'appuie sur les corps intermédiaires, et prône le principe de subsidiarité. Il donne toute sa valeur au travail « bien fondamental de la personne, facteur primordial de l'activité économique et clef de toute la question sociale » a dit Jean-Paul II dans *Laborem exercens*. Il affirme la destination universelle des biens et le respect de « notre maison commune », selon la belle expression du pape François dans *Laudato si'*.

Il ne s'agit donc pas d'un ordre casqué et botté, mais de celui qui permet le développement humain intégral, matériel et spirituel. En respectant l'égalité de dignité de toutes les personnes, et en établissant l'option préférentielle pour les pauvres dans le cadre du bien commun. Le besoin de cet ordre juste

L'ordre juste de la société et de l'État est le devoir essentiel du politique

est ressenti, confusément, par tous. À nous chrétiens, sans ostracisme, d'en être les porteurs. Nous le pouvons, en commençant par nos actes d'achats, avec le souci du respect de la dignité de ceux qui fabriquent nos biens ou nous rendent des services.

■ Pourquoi n'abordez-vous pas la question de l'identité française, qui est pourtant présente chez les Gilets jaunes (drapeau bleu-blanc-rouge...) ?

L'identité imprègne l'ensemble de cet appel, le mot France y figure huit fois dont trois dans le premier paragraphe, le dernier paragraphe commence lui par : « Catholiques de France, nous sommes membres d'un peuple. » Mais nous n'oublions pas que catholique signifie universel. Cet appel s'adresse à tous, car la crise que nous vivons touche tous les pays occidentaux. Quand nous dénonçons la culture du déracinement, les « individus de n'importe où, initiés et mobiles » et le peuple de quelque part, quand nous posons la question du « chemin commun quand s'opposent culture urbaine mondiale et culture populaire », nous parlons d'une problématique nationale, qui est également internationale. Voir des mouvements populaires arborer couleurs nationales et bannières régionales est assez réjouissant pour ceux qui ont connu l'époque, pas si lointaine, où étaient catalogués de « fachos » ceux qui affichaient nos trois couleurs. Le fait de parler de « peuple de France qui veut vivre uni dans une communauté de destin » montre que l'identité française est un des éléments de notre texte, sans avoir à l'afficher de façon cocardière et parfois ridicule.

■ La question du travail est au cœur des préoccupations. Quelle serait selon vous la première mesure à adopter pour un changement en profondeur ?

Si j'en crois le Compendium de la doctrine sociale de l'Église, le sommet de l'enseignement biblique sur le travail est le commandement du repos sabbatique : « La mémoire et l'expérience du sabbat constituent un rempart contre l'asservissement au travail, volontaire ou imposé, et contre toute forme d'exploitation, larvée ou évidente. »

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, pour réhabiliter la valeur travail, il faut reposer fermement le principe d'un jour collectif pour autre chose que la production et la consommation. Affirmer la nécessité d'un temps pour la vie familiale, personnelle, associative et spirituelle, c'est reconnaître l'humanité de chaque travailleur. Et sortir de

Le cardinal Sarah sur le travail

UN SÉMINAIRE sur le sens à donner au travail se tiendra du 8 au 10 février à Rome, en présence du cardinal Robert Sarah, préfet de la Congrégation pour le culte divin et la discipline des sacrements. Mais aussi d'Alexandre Havard, fondateur de l'Institut du leadership vertueux, de Frédéric Laupies, philosophe, du père Laurent Touze, théologien, et de Vincent Montagne, pdg du groupe Média Participations.

Rens. : tél. : 01.45.51.54.46 / contact@fordef-dptn.org

cette société matérialiste qui tend à faire de nous de simples objets de production, au service d'un mytique bonheur qui se trouverait dans le PIB.

Les Gilets jaunes ont compris que la désertification des territoires dont ils souffrent est accentuée par l'ouverture, sept jours sur sept, de ces hideux centres commerciaux en périphérie des villes. Nos commerces de proximités, outre qu'ils génèrent plus d'emplois que les grandes surfaces, participent au lien social, à l'animation des territoires. Ils maillent humainement nos bourgs et nos communes. Dans le même temps, battons-nous pour le juste salaire théorisé dès le XIII^e siècle par Thomas d'Aquin : « *Chacun de par son labeur doit pouvoir vivre dignement, avec sa famille et épargner* ». Quand des salariés ont besoin de la prime du dimanche pour boucler leur fin de mois, c'est que le travail n'est pas assez rémunéré. Et que l'on ne vienne pas me parler de concurrence internationale. Qui hésite entre aller faire ses courses près de chez lui ou à Pékin ?

■ **À l'échelle de la société, la disparition des corps intermédiaires ne date pas d'hier. Certains n'ont-ils pas perdu leur légitimité ?**

Les corps intermédiaires, ces groupements indépendants situés entre l'État et la personne, permettent une régulation sociale et une représentation des différentes couches de la société. Évitant par là même que le poids étatique n'écrase les individus. Quand ils s'affaiblissent ou disparaissent, le citoyen se trouve face à une entité qui le lamine par sa puissance. Ce phénomène est caricatural dans les régimes communistes où le parti-État peut tout imposer à la société, sans contre-pouvoir.

Le premier de ces corps intermédiaires, celui sur lequel repose la société, c'est la famille. La politique familiale ne cesse de régresser, certains nous expliquent doctement que les familles nombreuses sont un danger pour la planète. La confusion des esprits est à son comble, pour preuve cette question d'une journaliste à un psychanalyste sur le plateau de LCP : « *C'est qui le père, c'est forcément un homme ?* » Ce type de délire dé-constructeur est fréquemment le fait de médias vivant de l'argent public ou bénéficiaires d'avantages fiscaux.

Corps intermédiaires reconnus, les syndicats patronaux et de salariés ont longtemps travaillé au quotidien avec une certaine réussite. Si les Gilets jaunes sont sur les ronds-points, et non dans les entreprises, c'est dû aux dysfonctionnements de l'État et à la non-prise en compte des problèmes quotidiens des citoyens. Dans les entreprises, avec



Petites Sœurs des pauvres.

PH. PETITES SŒURS DES PAUVRES.

tous nos manquements et toutes nos faiblesses, patronat et syndicats ont la capacité d'identifier les problèmes et de les résoudre. Le problème, c'est que l'on parle de nous uniquement quand il y a un conflit ou un dysfonctionnement, jamais quand en amont nous trouvons les solutions. Pourtant, ce gouvernement, comme ses prédécesseurs, ne cesse d'affaiblir ces corps intermédiaires en les privant de leurs prérogatives. L'OPA sauvage de l'État sur les fonds collectés par les entreprises pour le logement des salariés en est un exemple flagrant.

Dizaines de milliers de catholiques engagés dans la société

■ **Un nouveau souffle, porté par les catholiques, est-il aujourd'hui envisageable ?**

Il faut sortir la lumière de dessous le boisseau, et montrer le foisonnement des actions des catholiques au service de nos concitoyens. Si je regarde les grands médias, j'ai l'impression que dans notre pays, les actions caritatives efficaces sont majoritairement le fait de quelques figures du show-biz qui, entre deux avions, se penchent sur la misère du monde. C'est faux ! Les chrétiens sont largement à la manœuvre, disons-le ! Montrons-le !

Tous, nous sommes appelés à faire plus et mieux, à progresser dans notre engagement pour être, sans orgueil et avec modestie, « *le sel de la terre* ». Notre société qui s'enferme dans le matérialisme a besoin du souffle libérateur de la transcendance. Avec la doctrine sociale de l'Église, nous possédons un trésor, détournons-le, partageons-le ! Quant aux forces vives, elles sont là, déjà engagées par dizaines de milliers, dans nos paroisses, nos associations, nos quartiers. Il reste aux centaines de milliers d'autres qui n'y pensent pas, de se mettre en mouvement. De faire un geste, un pas, une mise en pratique des commandements. Non seulement ils s'en sentiraient mieux, mais ils verront qu'ensemble nous pouvons changer le monde. ■

nouveau.catholicisme.social@gmail.com

(Suite en page 14)